

RASSEMBLEMENT DES PRATICIENS DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Sit-in sous «arrosoirs»

Les praticiens de la santé publique ne comptent pas baisser les bras. Déterminés à arracher leurs droits, ils poursuivent leur mouvement de protestation. Hier encore, ils étaient plus d'une centaine à se rassembler au CHU Mustapha-Pacha à Alger.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - C'est au milieu de flots d'eau que le sit-in des délégués du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) a eu lieu hier, au CHU Mustapha-Pacha.

L'espace vert de l'établissement hospitalier où se regroupaient habituellement les grévistes était complètement inondé d'eau. Visiblement prémédité, le système d'arrosage est resté déclenché durant toute la matinée. Un système «dérégulé» qui arrosait toute personne de passage. Une image qui rappelle justement l'incident «grave» qui a entaché le rassemblement pacifique des praticiens de la santé publique tenu le 4 mai dernier au même endroit, où les manifestants ont été arrosés d'eau par le directeur du CHU Mustapha-Pacha.

A l'entrée du «jardin», deux camions de don de sang étaient garés. Un autre obstacle qui n'est, selon les protestataires, qu'un stratagème de la direction du CHU pour empêcher leur rassemblement. Contraints par ces «obstacles», les praticiens de la santé publique se retrouvent sur la chaussée, bousculés par les voitures qui passaient. Pancartes à la main, ils scandaient des slogans hostiles à la tutelle et dénonçant la «violence administrative».

Parmi les participants, des médecins spécialistes et des pharmaciens. Une participation qui démontre selon le président du SNPSP, D' Lies Merabet, qu'«il n'y a aucun problème entre les différents corps de la santé».

«Le ministère de la Santé doit revenir à la discussion avec le véritable partenaire, le plus repré-

sentatif du corps médical et des praticiens médicaux de la santé publique», dit-il.

Affirmant qu'aujourd'hui, la tutelle «joue» à gagner du temps et à «compliquer» la situation, le D' Merabet assure que les raisons du conflit persistent toujours. «Depuis la réunion de conciliation qui a permis de lever la protestation, la tutelle était censée trouver des solutions mais à ce jour, rien n'a été fait. Pis encore, elle n'a pas respecté ses engagements et continue à gagner du temps sans régler les problèmes posés», souligne-t-il.

Une situation qui, selon lui, provoque l'accumulation d'autres problèmes.

D'ailleurs, ajoute-t-il, «au lieu de provoquer une réunion de conciliation, le ministre de la Santé a préféré convoquer, aujourd'hui, la presse pour une conférence pour parler on ne sait de quoi».

Le syndicaliste rappelle les entraves au libre exercice syndical et la persécution des militants syndicalistes. Il cite l'exemple des délégués du SNPSP qui sont sanctionnés à Tizi-Ouzou, à Relizane et ailleurs.

Par ailleurs, une seconde journée de grève nationale est prévue le 23 mai prochain avec la tenue d'un rassemblement devant le ministère de la Santé. Campant sur leurs positions, les



Photo archive d'un rassemblement des praticiens de la santé.

praticiens de la santé publique revendiquent toujours l'application de l'accord signé avec le syndicat et le ministère en date du 4 mai 2015 et dénoncent la situation d'insécurité qui règne dans

les structures de santé publique suite aux nombreux cas d'agressions verbales et physiques dont sont quotidiennement victimes les professionnels de la santé.

Ry. N.

GRÈVE DU SNPSP

Les explications du ministère de la Santé

Le ministère de la Santé, à travers son directeur des ressources humaines, a réagi hier au mouvement de protestation des praticiens généralistes. La grève est illégale, réaffirme-t-il. Le département de Abdelmalek Boudiaf promet d'appliquer la loi. Les sanctions, menace-t-on, vont au delà des ponctions sur salaire.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Ben Chikh El Hadj, directeur des ressources humaines au ministère de la Santé, a donné des explications hier sur les revendications du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), initiateur d'un mouvement de grève cyclique.

La commission en charge des préoccupations du partenaire social, dit-il, a tenu rien que pendant l'année 2015 plus de 50 réunions avec les syndicats. Soit une moyenne d'une réunion par semaine. Sachant que le secteur regroupe 19 syndicats.

Les revendications soulevées par leur syndicat, SNPSP, n'ont pas lieu d'être compte tenu des explications données par ce cadre

du ministère. M. Ben Chikh a rappelé que le ministre de la Santé a été clair depuis sa première réunion avec les syndicats du secteur. Deux points, dit-il, ne seront pas sur la table de discussion de sitôt. Il s'agit de la révision des statuts particuliers et du régime indemnitaire. Deux points qui font partie justement des quatre revendications soulevées par le syndicat protestataire.

Le ministère de la Santé reconnaît pourtant qu'il existe des lacunes dans les statuts particuliers des praticiens de la santé amendés en 2008. Cependant, leur révision, explique-t-on, ne se fera pas avant l'application totale de tous les statuts. «Nous ne sommes pas contre le principe de la révision mais le sujet ne pourra pas être posé actuellement sur la table des discussions», a affirmé l'intervenant.

Concernant la revendication de l'ancienneté lors du passage de grade, le cadre du ministère, a expliqué que le passage de grade certes prend en considération le principe de cinq années d'ancienneté au minimum mais dans les statuts de la fonction publique le passage de grade prend en compte le principe de la concurrence.

En clair, le passage de grade se fait sur concours et non sur la base de cinq années d'expérience. A propos de la classification des nouveaux diplômés des docteurs en chirurgie dentaire et des pharmaciens, M. Ben Chikh a expliqué que ce dossier dépend du ministère de l'Enseignement supérieur mais les anciens diplômés sont classés à la même catégorie 13 que les nouveaux diplômés.

Le département de Abdelmalek Boudiaf est intransigeant. Tout en assurant que les portes du dialogue restent ouvertes, le ministère de la Santé réaffirme que le mouvement de grève des praticiens est illégal. La tutelle assure que la loi sera appliquée dans «toute sa rigueur et les sanctions vont au delà des ponctions sur salaire». Le SNPSP, pour sa part, a annoncé un nouveau mouvement de deux jours à compter du 25 avril.

La tutelle qui dit avoir réussi à instaurer une accalmie pendant deux ans dans le secteur grâce au dialogue, s'interroge, par ailleurs, «pourquoi un syndicat parmi les 19 syndicats existants continue-t-il de faire dans l'agitation?».

S. A.

SYNDICAT ET EMPLOYEUR SIGNENT UN ACCORD

Fin de la grève à la SNTF

Les négociations entamées lundi en fin de soirée entre la direction générale de la SNTF et la Fédération nationale des cheminots, en présence du collectif syndical des conducteurs de train, ont été couronnées par la conclusion d'un protocole d'accord, mettant ainsi fin à la grève.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Durant cinq heures, les différentes parties concernées par le conflit ont passé en revue toutes les questions et autres revendications soulevées par les grévistes. Selon une source syndicale, l'accord a été conclu à minuit et aussitôt, soit six heures après, les premiers trains de la banlieue ont repris leur navette habituelle.

D'après la même source, l'accord conclu entre les différentes parties entrera en vigueur dans les prochains jours et sera complété une fois que la classification des catégories professionnelles sera finalisée par le bureau d'étude en charge du dossier. Pour rappel, le collectif syndical des

conducteurs de train affilié à la Fédération des cheminots avait entamé, le 8 mai dernier, son mouvement de grève, faute d'un accord sur une plate-forme de revendications, datée du 12 avril 2016, et qui comprenait 5 points, à savoir la prime de travail de nuit, l'indemnisation des week-ends et des jours fériés, l'augmentation de la prime de surveillance de nuit, le repositionnement dans l'échelle professionnelle et, enfin, le reclassement des conducteurs.

Les négociations ont permis aux deux parties de s'entendre sur les quatre premières revendications de la plate-forme, mais pas sur la 5^e (reclassement des conducteurs), ce qui a fait durer



Fin du calvaire des usagers.

la grève. Selon nos sources, la direction de la SNTF craignant, sans doute, un effet de contagion qui pourrait toucher les 35 autres filières du groupe, a tenté de contenir la 5^e revendication.

Les pertes essuyées par la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) suite à cette grève sont estimées à 88 millions

de dinars. On indique que la SNTF avait enregistré des pertes allant de 10 à 11 millions DA/j, soit un total de plus de 80 millions de dinars après 8 jours de débrayage.

Outre l'aspect matériel, la SNTF a subi un dommage moral qui relève d'une atteinte à sa notoriété en tant qu'entreprise

«responsable, sérieuse et soucieuse d'offrir un service de qualité à ses clients», a-t-on ajouté.

Pour rappel, le secrétaire général de la Fédération des cheminots affiliée à l'UGTA, que nous avons rencontré à quelques heures du début des négociations au siège de la fédération, a émis le vœu que «la raison et la prise de responsabilité de toutes les parties soient de mise à même de régler définitivement ce problème qui pénalise l'entreprise et qui risque même de compromettre son devenir à court terme». A ce propos, un appel adressé aux travailleurs et signé conjointement par le SG de la fédération et le directeur général de la SNTF, M. Bendjaballah Yacine, a fait l'objet d'une large diffusion et dans lequel, les deux parties ont demandé «aux travailleurs de se mobiliser autour de l'intérêt général de l'entreprise».

A. B.